



Confédération paysanne

Syndicats pour une agriculture paysanne
et la défense de ses travailleurs

Membre de la Coordination européenne Via Campesina et de la Via Campesina

Bagnolet, le 19 août 2020

Communiqué de presse :

Colombie : justice pour les militant.e.s indigènes assassiné.e.s lors des récupérations de terre

Depuis 6 ans les communautés indigènes du Nord du Cauca, département de Colombie, ont ravivé les processus de récupération de terres qui leur ont été volées lors de la colonisation, épisodes de luttes acharnées.

En décembre 2014, le peuple Nasa occupe plusieurs propriétés terriennes détenues par les géants de la canne à sucre dont les monocultures s'étendent sur des centaines d'hectares dans la vallée. Ces terres sont les plus fertiles du département. Ce sont aussi celles dont ont été chassé-e-s les indigènes pendant la colonisation, où ils et elles ont été exploité-e-s par la suite, avec d'autres travailleur-se-rs pauvres, pour le compte des industries capitalistes qui gèrent la production de sucre de canne.

Pendant les récupérations, la canne à sucre est coupée, les terres sont amendées et semées, ré-aménagées pour garantir un équilibre biologique depuis longtemps anéanti. Des animaux sont installés, pour paître les espaces non cultivés. Une véritable réappropriation paysanne pour l'autonomie et l'autosuffisance alimentaire. C'est une lutte que les communautés indigènes ont nommé « la libération de la Terre Mère », un « apport simple aux luttes du monde pour rétablir l'équilibre de la vie, détruit par le délire capitaliste ». « C'est pour cela qu'ils nous assassinent » et « c'est pour cela que nous sommes toujours debout ».

Les fermes récupérées sont aujourd'hui au nombre de sept dans le Nord du Cauca et défendues en permanence par les libérateurs et libératrices de la Terre Mère contre les attaques de l'état colombien et des groupes armés voulant prendre le contrôle de la zone.

Le 13 août dernier, la mairie de Corinto, village où se trouve une des fermes, a ordonné l'expulsion des libérateur-ric-e-s et a envoyé l'armée et l'Esmad (Escadrons anti-émeutes). Ceux-ci ont tiré à balles réelles sur les occupant-e-s de la ferme et ont tué un libérateur et un journaliste communautaire Nasa et blessé deux autres personnes. Ils ont ensuite empêché l'évacuation des victimes en bombardant de gaz lacrymogènes les véhicules.

Ces attaques ne sont pas les premières et les assassinats de ces derniers jours portent à 11 le nombre de libérateurs et libératrices tué-e-s en défendant les terres récupérées depuis 2014.

Les assassinats ciblés et les attaques contre les communautés indigènes, paysannes et noires sont constants dans le Cauca et en Colombie dans son ensemble. L'enjeu est énorme pour les multinationales et leurs alliés : contrôler les nombreuses terres fertiles, les richesses naturelles en surface et en sous-sol tout en ayant la main sur les monocultures les plus rentables, tant légales qu'illégales. Cette soif de profit est une des principales causes d'occupation militaire du territoire et des déplacements forcés massifs de population qui ont eu lieu en Colombie.

La Confédération Paysanne, membre de La Via Campesina, dénonce ces nouveaux assassinats et attaques contre les luttes indigènes en défense des terres agricoles et de l'autonomie paysanne. Nous réclamons que justice soit faite pour toutes les personnes assassinées par l'État Colombien et les groupes armés. Notre organisation défend avec ferveur la reconnaissance et l'application de la Déclaration sur les droits des paysan.nes et des autres personnes travaillant dans les zones rurales: appelant les Etats à travailler activement pour mettre fin aux violations des droits des paysan.nes. Ainsi nous soutenons les luttes de récupération des terres accaparées par les spéculateurs et les multinationales en Colombie et dans le monde.

Le combat du peuple Nasa pour la libération de la Terre mère est aussi le nôtre. Compañeros et compañeras, nous partageons votre douleur et vous envoyons un salut solidaire et combatif depuis l'autre côté de l'océan. Ni oubli ni pardon !

Contacts :

Jean-François PERIGNE - Secrétaire national - tél: 07 87 69 16 80

Véronique LEON – Commission international – tél : 06 22 16 13 99